

RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1965 B 00886

Numéro SIREN : 301 292 959

Nom ou dénomination : NATIXIS PRIVATE EQUITY

Ce dépôt a été enregistré le 03/04/2018 sous le numéro de dépôt 23691

DEPOT DES COMPTES ANNUELS

DATE DEPOT : 03-04-2018

N° DE DEPOT : 023691

N° GESTION : 1965B00886

N° SIREN : 301292959

DENOMINATION : NATIXIS PRIVATE EQUITY

ADRESSE : 5-7 rue de Monttessuy 75007 Paris

MILLESIME : 2017

NATIXIS PRIVATE EQUITY

Société Anonyme

5-7 rue de Monttessuy

75007 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

NATIXIS PRIVATE EQUITY

Société Anonyme

5-7 rue de Monttessuy
75007 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

Aux actionnaires de la société Natixis Private Equity,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons établi en date du 14 mars 2018, un rapport dit « de carence » dans lequel nous indiquons l'impossibilité de procéder à la vérification des comptes annuels et du rapport de gestion, ceux-ci n'ayant pas été mis à notre disposition dans les délais prévus par la loi.

Ces derniers nous ayant été communiqués dans leur version définitive en date du 16 mars 2018, nous sommes désormais en mesure de vous présenter notre rapport sur les comptes annuels.

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Natixis Private Equity relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Société anonyme au capital de 1 723 040 €
Société d'Expertise Comptable Inscrite au Tableau de l'Ordre du Conseil Régional de Paris Ile-de-France
Société de Commissaires aux Comptes, membre de la Compagnie régionale de Versailles
572 028 041 RCS Nanterre
TVA : FR 02 572 028 041

Une entité du réseau Deloitte

NATIXIS PRIVATE EQUITY

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Comme indiqué dans la note 1.4 de l'annexe, les titres sont évalués à leur valeur d'utilité en retenant une approche multicritère. Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nous avons examiné les éléments ayant conduit à la détermination des valeurs d'utilité pour les principales lignes de portefeuille.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration à l'Assemblée générale et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

NATIXIS PRIVATE EQUITY

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly-sur-Seine, le 22 mars 2018

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Charlotte Vandeputte

NATIXIS PRIVATE EQUITY

BILAN AU 31 DECEMBRE 2017 (EN EUROS)

A C T I F	31/12/2017	31/12/2016	P A S S I F	31/12/2017	31/12/2016
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 946	4 752			
Autres immobilisations incorporelles	876 222	873 822		504 114 548	487 939 140
Amortissements	(871 276)	(869 070)			
Immobilisations incorporelles en cours					
Dépréciations					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	94 718	138 766	CAPITAUX PROPRES		
Mobilier et matériel de bureau, informatique	1 696 281	1 692 064	Capital	404 850 650	404 850 650
Amortissements	(1 692 837)	(1 687 426)	Primes		
Matériel de transport	0	0	Réserves	57 244 042	57 244 042
Amortissements	0	0	Report à nouveau	127 520	21 911
Installations et agencements	8 551 786	8 531 091	Acomptes sur dividendes	0	0
Amortissements	(8 460 512)	(8 396 963)	Résultat de l'exercice	41 892 335,99	25 822 537
			Provisions réglementées	0	0
Avances et acomptes s/ fourn. Immobilisation					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES NETTES	792 136 092	900 139 180	PROVISIONS POUR RISQUES	1 974 108	3 481 848
Titres de participation	503 257 106	585 445 119	PROVISIONS POUR CHARGES	0	0
Dépréciations	(64 294 098)	(102 898 117)			
Fonds rattachés aux titres de participations consolidés	0	0			
Dépréciations	0	0			
Fonds rattachés aux titres de participations non consolidés	0	0			
Dépréciations	0	0			
Créances rattachées à des participations	7 817 353	15 088 449			
Dépréciations	(2 707 845)	(4 505 837)			
Créances rattachées à des participations	18 964 239	18 039 335			
Titres Immobilisés de l'Activité de Portefeuille	(11 047 888)	(11 284 318)			
Dépréciations	393 799 836	458 845 047			
Fonds et Créances rattachés aux T.I.A.P.	(53 659 952)	(58 599 979)			
Dépréciations	86 901	86 901			
Prêts	(86 901)	(86 901)			
Autres immobilisations financières	7 343	9 481	Autres emprunts obligataires	0	0
Dépréciations	0	0	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	180 000 000	180 000 000
			Dettes financières diverses	29 640 373	28 600 000
ACTIF CIRCULANT	141 380 600	78 761 726	Avances et acomptes reçus	0	0
Avances & Acomptes versés	1 920 345	1 873 242	Dettes sur immobilisations financières	213 543 254	258 088 921
Clients et optes rattachés			Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 208 762	8 470 515
Provisions pour dépréciation	3 342 375	3 405 493	Dettes fiscales et sociales	567 951	928 144
Créances sociales & fiscales	32 956 128	-542 917	Autres dettes	70 016	430 016
Autres créances	0	0			
Provisions pour dépréciation	0	0			
Valeurs mobilières de placement	103 161 752	21 227 537			
Disponibilités					
Charges constatées d'avance	2 502 696	1 265 491	Produits constatés d'avance	0	0
Ecarts de conversion actif	0	0	Ecarts de conversion Passif	0	12 371 332
TOTAL ACTIF	936 119 052	980 309 915	TOTAL PASSIF	936 119 052	980 309 915
Engagements donnés	9 000 000	29 000 000	Engagements reçus	0	0

	31/12/2017	31/12/2016
PRODUITS	89 155 684	47 788 649
Plus values de cession des immobilisations financieres	48 224 057	25 381 770,04
Reprises de dépréciations	40 622 504	21 979 040,78
Produits de cessions des immobilisations incorporelles & corporelles	0	0,00
Autres produits	309 123	427 838,03
CHARGES	(44 537 665)	(33 187 710)
Moins-values de cessions de titres immobilisés	(35 258 205)	(16 361 178)
Abandon de créances s/participations	0	0
Dotations aux dépréciations	(9 279 460)	(16 826 532)
Valeurs nettes comptables des immobilisations incorporelles & corporelles	0	0
Autres charges	0	0
RESULTAT DES OPERATIONS EN CAPITAL (avant IS)	44 618 019	14 600 939
COMMISSIONS ET COURTAGES	0	0
PRODUITS FINANCIERS	14 702 965	21 266 703
Produits des titres de participations	14 165 657	20 451 447
Produits sur créances rattachées aux titres de participations	12 745	0
Produits des T. I. A. P.	115 389	797 358
Produits sur créances rattachées aux T.I.A.P.	0	0
Produits de placements de trésorerie	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
Gain de change	172	0
Autres produits financiers	409 002	17 899
AUTRES PRODUITS	15 053	12 007
CHARGES D'EXPLOITATION	(6 737 204)	(6 224 204)
Achats et autres Charges extérieures	(5 788 182)	(6 622 988)
Refacturations de charges d'exploitation	3 059 861	3 168 726
Salaires et Charges sociales (1)	(2 235 387)	(2 154 925)
Refacturations de charges de Personnel	0	0
Impôts, taxes et versements assimilés	(185 292)	(712 786)
Dotations aux amortissements et aux provisions	(1 601 167)	(76 181)
Reprise de provisions	12 962	173 950
CHARGES FINANCIERES	(4 918 593)	(1 161 937)
Intérêts et charges assimilées	(2 295 909)	(1 011 844)
Différences négatives de change	(902 059)	(150 076)
Charge nette sur cessions des valeurs mobilières de placement	0	0
Dotations aux provisions pour dépréciation	0	0
Autres charges financières	(1 720 625)	(17)
AUTRES CHARGES	(5)	(64 946)
RESULTAT des OPERATIONS en REVENUS (avant IS)	3 062 215	13 827 624
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔT	47 680 234	28 428 563
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 726	(8 032)
IMPOT SUR LES SOCIETES	(5 789 624)	(2 597 994)
RESULTAT NET TOTAL	41 892 336	25 822 537

(1) Y compris le personnel détaché et intérimaire

2. NOTES SUR LE BILAN

2.1 Immobilisations financières

a) Mouvements comptables de l'exercice sur les titres de participation et autres éléments rattachés

En millions d'euros	Au 31/12/16	Effet TUP	Augmentation	Diminution	Au 31/12/17
Titres de participation	585,4	(19,2)	0,1	(63,1)	503,3
Fonds et créances rattachés aux titres de participation	15,1		0,1	(7,3)	7,8
TOTAL VALEURS BRUTES	600,5	-19,2	0,1	(70,4)	511,1
Dépréciations sur titres de participation	102,9	(14,2)	3,8	(28,2)	64,3
Dépréciations sur Fonds et créances rattachés aux titres de participation	4,5		0,3	(2,1)	2,7
Total Dépréciations	107,4	-14,2	4,1	(30,3)	67,0
TOTAL VALEURS NETTES	493,1	-5,0	-4,0	(40,0)	444,1

. Les principaux mouvements de l'exercice dans la rubrique "Titres de participation"

Augmentation :

BDR Invest (0,1M€),

Diminution :

Remboursement nominal NPEI Lux (12 M€),

Liquidation : NPEN (6,3 M€), Barbara (10 M€),

Cession : LWC (32,2 M€) ;

TUP : Nem Invest (19,2 M€)

Réduction capital : Euro Capital (2,5 M€)

. Les principaux mouvements de l'exercice dans la rubrique "Fonds et Créances rattachés aux titres de participation" concernent :

Augmentation : Mercosul (0,1 M€)

Diminution : Barbara (2,1 M€), Ventech (0,2 M€), Finatem (5M€)

. Les principaux mouvements de l'exercice dans la rubrique "Dépréciations sur titres de participations" concernent :

Dépréciations : NPEI Lux (3,1 M€), A-venture (0,3 M€), Cita (0,3 M€),

Reprises : CE Developpement (0,2 M€), Euro Capital (0,6 M€), NPEN (0,8 M€)

NPE India holdings (0,5 M€), Barbara (10 M€), LWC (16,1 M€)

TUP : Nem Invest (14,2 M€)

. Les principaux mouvements de l'exercice dans la rubrique "Dépréciations sur Fonds et créances rattachés aux titres de participations" concernent :

Dépréciation : Natixis Cape (0,2 M€), Mercosul (0,1 M€)

Reprise : Barbara C/C (2,1 M€),

b) Mouvements comptables de l'exercice sur les TIAP et autres éléments rattachés.

(en millions d'euros)					
En millions d'euros	Au 31/12/16	Effet TUP	Augmentation	Diminution	Au 31/12/17
TIAP	18,0		3,2	(2,3)	18,9
Fonds et créances rattachés aux TIAP	458,8		16,6	(81,8)	393,7
TOTAL VALEURS BRUTES	476,9	0,0	19,8	(84,1)	412,6
Dépréciations sur TIAP	11,3		0,6	(0,8)	11,0
Dépréciations sur les éléments rattachés aux TIAP	58,6		4,6	(9,5)	53,7
TOTAL DEPRECIATIONS	69,9	0,0	5,2	(10,4)	64,7
TOTAL VALEURS NETTES	407,0	0,0	14,6	(73,7)	347,9

Les augmentations des TIAP concernent les lignes suivantes :

Solocal (3,2 M€)

Les diminutions des TIAP concernent les cessions et les sorties de portefeuille suivantes :

Sophia Euro Lab (0,2 M€), Inserm Initiative (1 M€), Rhône Alpes Création (0,5 M€), MPEF (0,6 M€)

Les augmentations des Fonds rattachés aux TIAP concernent :

Euro PE Select Opportunities II (15 M€), Private Equity US Opportunités III (1,6 M€), Naxicap Investment Opportunities I (0,1 M€)

Les diminutions des Fonds rattachés aux TIAP concernent :

Retours de fonds : Emertec II (0,2 M€), CNPEF (1,2 M€), Eagle I (11,8 M€), Eagle II (3,1 M€), Ventech II (2,6 M€), Ventech F (0,3 M€), FIDEPPP (0,3 M€), Dahlia France (11,2 M€), LBO Croissance III (2,2 M€), Capital Régions 3 (5,2 M€), Private Equity US Opportunities II (1,4 M€), FCDE II (0,5 M€), Endeavour (0,1 M€), Euro PE Select Opportunities Sicav (0,3 M€), Euro PE Select Opportunities FPCI (0,4 M€), Tsource (0,1 M€), LBO Europa (0,1 M€)
Liquidation : I-Source 2 (1,4 M€), BP Innovation 11 (5 M€), BP Proximité 2006 (1,4 M€), BP Proximité Sud Ouest 2006 (0,2 M€)
Cession : CPE FOF (6 M€), CPE (0,2 M€)
Réduction de capital IFE III (- 2,6 M€)
Réduction d'engagement : Dahlia France (-13,7 M€), Eagle I (-0,6 M€), Eagle II (-1,3 M€), CPE FOF (-8,3 M€)

Les dépréciations sur TIAP concernent :

Solocal (0,5 M€), Mercapital (0,1 M€)

Les reprises de dépréciations sur TIAP concernent :

MPEF (0,6 M€), Cap Décisif (0,2 M€)

Les augmentations des dépréciations sur Fonds rattachés aux TIAP concernent :

CNDUE (0,3 M€), Private Equity US Opp III (0,2 M€), Ventech II (0,5 M€), Quadrivium (0,2 M€), Ventech I (0,2 M€), Cap Décisif 2 (0,6 M€), Digital Opportunities (0,3 M€), Emertec (0,3 M€), FCDE II (0,1 M€), BIOAM (0,1 M€), France Selection III (0,2 M€), LBO Croissance III (1 M€), Mali NPEI (0,4 M€)

Les reprises de dépréciations sur Fonds rattachés aux TIAP concernent :

BP Proximité 2006 (0,9 M€), BP Innovation 11 (1,5 M€), Euro PE Select opportunities (0,2 M€), Health for life (1,1 M€), Tsource (0,2 M€), Kurma Biofund (1,7 M€), Isource 2 (1,4 M€), DZ Technology (2,2 M€), Mali NPEI (0,3 M€)

c) Valeur estimative des titres de participation et éléments rattachés.

(en millions d'euros)			
	Valeur brute au 31/12/17	Valeur nette au 31/12/17	Valeur estimative au 31/12/17
Total Titres de participation	503,3	439,0	520,1
Fonds rattachés	0,0	0,0	0,0
Créances rattachés à des participations	7,8	5,1	5,1
Total	511,1	444,1	525,2

d) Valeur estimative du portefeuille TIAP et éléments rattachés - Décomposition par méthodes

(en millions d'euros)

Décomposition par méthodes	A l'ouverture			A la Clôture		
	Valeur brute comptable	Valeur nette comptable	Valeur estimative	Valeur brute comptable	Valeur nette comptable	Valeur estimative
Autres méthodes	476,4	407,0	473,6	409,2	345,433	423,9
Actif net réévalué	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cours de bourse	0,4	0,0	0,0	3,6	2,6	2,6
Prix de revient	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Valeur de rendement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	476,9	407,0	473,6	412,764	348,056	426,5

e) Echancier des créances sur titres

(en millions d'euros)

	Total	moins d'1 an	plus d'1 an et moins de 5 ans	plus de 5 ans
Créances rattachées aux TP	7,8	0,2	7,6	-
Créances rattachées aux TIAP	2,5	-	2,5	-
TOTAL	10,3	0,2	10,1	0,0

Les créances rattachées aux TP font l'objet d'une dépréciation quand la valeur des titres est déjà dépréciée à 100%

f) Autres immobilisations financières

(en milliers d'euros)

	2016	2017
. Prêts à plus d'un an	87	87
. Prêts à moins d'un an	0	0
. Dépôts et cautionnements	9	7
. Titres d'une société en participation	0	0
TOTAL	96	94

g) Mouvements comptables de l'exercice sur les immobilisations incorporelles et corporelles

(en millions d'euros)

	Au 31/12/16	Augmentation	Diminution	Au 31/12/17
Immobilisations incorporelles	0,9	0,0		0,9
Immobilisations corporelles	10,2	0,0		10,2
TOTAL VALEURS BRUTES	11,1	0,0	0,0	11,1
Amort.immobilisations incorporelles	0,9	0,0		0,9
Amort.immobilisations corporelles	10,1	0,1		10,2
Total Amortissements	11,0	0,1	0,0	11,0
TOTAL VALEURS NETTES	0,1	(0,0)	0,0	0,1

2.2. Actif circulant

a) Créances diverses

(en milliers d'euros)

	2016	2017
. Clients et comptes rattachés	1 873	1 920
. Créances sur l'Etat	3 405	3 342
. Divers	52 255	32 956
TOTAL	57 534	38 219

b) Echancier des créances diverses

(en milliers d'euros)

	moins d'1 an	plus d'1 an et moins de 5 ans	plus de 5 ans	Total
. Clients et comptes rattachés	1 920	-	-	1 920
. Créances sur l'Etat	3 342	-	-	3 342
. Divers	32 956		-	32 956
TOTAL	38 219	0	0	38 219

c) Valeurs mobilières de placement

(en milliers d'euros)

	Au 31/12/2016 VCN	VL	Au 31/12/2017 VCN	VL
Sicav de trésorerie, VMP et autres placements	0	0	0	0

VCN : Valeur comptable nette

VL : Valeur liquidative

2.3 Variation des Capitaux propres et des provisions pour risques et charges

a) Capitaux propres

	(en milliers d'euros)			
	Capital	Primes Réserves Prov.réglémentées	Résultat de l'exercice et report à nouveau	Total
Situation au 31/12/16 après répartition	404 851	57 244	128	462 222
Résultat de l'exercice 2017			41 892	41 892
Augmentation/Réduction de capital				0
Proposition d'affectation aux réserves			0	0
Proposition de dividendes			(42 013)	(42 013)
Prime de fusion				0
Situation au 31/12/17 après répartition	404 851	57 244	7	462 102

Le nominal de l'action est de 15,90 euros et le nombre d'actions est 25 462 305 titres.

b) Provisions pour risques et charges

	(en millions d'euros)			
	Au 31/12/16	Augmentation	Diminution	Au 31/12/17
Provisions pour risques	3,5	1,5	(3,0)	2,0
Provisions pour charges	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL VALEURS BRUTES	3,5	1,5	(3,0)	2,0

l'augmentation de la provision pour risques est lié au litige CAPEQ, filiale à 44% de Natixis Cape, elle-même filiale à 100% de NPE.

2.4. Dettes

a) Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit et dettes financières diverses

	(en milliers d'euros)			
	2016	2017		
	Total	Dettes à moins d'un an	Dettes à plus d'un an	Total
Emprunts en devises	0	0	-	0
Emprunts et dettes auprès des établissements c	180 000	0	180 000	180 000
Dettes financières diverses	28 600	29 640	0	29 640
TOTAL	208 600	29 640	180 000	209 640

Sur l'année 2017, NPE n'a pas eu recours à une ligne de crédit

b) Dettes sur immobilisations et comptes rattachés

(en millions d'euros)

Versements à effectuer sur Titres non libérés, Dettes sur Titres	
Valeur au bilan au 31/12/16	258,1
Nouveaux engagements	15,1
Engagements cédés et ajustements engagements	(22,5)
Versements effectués	(37,2)
Valeur au bilan au 31/12/17	213,5

Les nouveaux engagements concernent :

Euro PE Select Opportunities II (15 M€), Naxicap Investment Opportunités I (0,1 M€)

Les engagements cédés et les ajustements d'engagements concernent essentiellement :

CPE (-8,3 M€), Dahlia France (-13,7 M€), Private Equity US Opportunities II (-0,1 M€), Eagle I (-0,6 M€), Eagle II (-1,3 M€), Private Equity US Opportunities III (1,6 M€)

Les versements effectués comprennent essentiellement les appels de fonds suivants :

NIO I (14,7 M€), CE Développement (4,5 M€), Health for life capital (5,1 M€), Ventech F (2,3 M€), Euro PE Select Opportunities (2,5 M€) Quadrivium (1 M€), Private Equity US Opportunities III (1,2 M€), France Selection III (1,1 M€), Digital Opportunities Fund (0,9 M€) FCDE II (0,8 M€), IFE III (0,7 M€), Capital Régions III (0,7 M€), Kurma Biofund I (0,5 M€), Eagle I (0,5 M€), FIDEPPP (0,4 M€), CPE FOF (0,2 M€), PE US opportunities II (0,1 M€),

c) Détail des titres non libérés

(en millions d'euros)

Dahlia Sicar A	71,14
FIDEPPP 2	31,06
Euro PE Select Opportunities II	15,00
CNDUE	13,38
France Selection III	12,90
Digital opportunities Fund	12,54
Health For Life Capital	12,33
Eagle II	9,64
FPCI Quadrivium	5,53
DAHLIA France	4,49
NPE Eagle Asia fund	3,84
Private Equity US Opportunities III	3,19
FCDE II	3,10
Euro PE Select Opportunities	3,06
CE DEVELOPPEMENT	3,01
SICAR IFE III	2,16
Naxicap Investment Opportunités	1,87
FPCI Ventech	1,51
FPCI Capital Régions III	1,51
FPCI LBO Croissance III	1,15
Private Equity US Opportunities II	0,37
CNPEF	0,26
FPCI BANEXI	0,15
FPCI CAP DECISIF II	0,10
CAPE REGIONE SICILIANA	0,07
Ouest Croissance	0,06
FPCI Euromezzanine	0,02
CNP CPE	0,02
GALILEO III	0,02
FPCI ABP PE	0,02

213,5

Les dettes correspondent à des engagements non appelés sur fonds et titres dont les dates d'appels ne sont pas connues à l'avance.

d) Ecart de conversion

(en milliers d'euros)

	2017	2016
Ecart de conversion Actif	-	-
Ecart de conversion Passif	0	12 371
TOTAL	0	12 371

e) Détail des charges et produits constatés d'avance

(en milliers d'euros)

Charges Constatées d'avance d'exploitation	2 503
Produits Constatés d'avance d'exploitation	0

3. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

3.1 Produits financiers - Charges financières

a) Produits du portefeuille

(en milliers d'euros)

	2017	2016
Produits sur titres de participations	14 166	20 451
Produits sur créances rattachées aux titres de participations	13	0
Produits des TIAP	115	797
Produits sur créances rattachées aux TIAP	0	0
Produits de placements de trésorerie	0	0
	14 294	21 249

Les dividendes perçus des filiales sont classés dans les produits sur titres de participations et représentent 14,1 millions d'euros, dont Euro Capital 0,1 M€, Cita 0,5 M€, BP Développement 13,1 M€, BDR Invest 0,4 M€

b) Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement

(en milliers d'euros)

	2017	2016
Produits nets sur cessions de VMP	0	0

c) Autres Produits financiers

(en milliers d'euros)

	2 017	2 016
Gains de change	0	0
Intérêts et produits assimilés	0	9
Reprise de dépréciations sur créances d'intérêt		
Divers	409	9
	409	18

d) Autres charges financières

(en milliers d'euros)

	2 017	2 016
Intérêts et charges assimilées	2 296	1 012
Pertes de change	902	150
Dotations aux dépréciations	0	0
Autres charges financières	1 721	0
	<u>4 919</u>	<u>1 162</u>
Résultat aut.produits et charges financiers	<u>(4 509)</u>	<u>(1 144)</u>

3. 2 Charges d'exploitation

(en milliers d'euros)

	2 017	2 016
Achats et autres charges extérieures	2 728	3 454
Salaires et charges sociales	2 235	2 155
Impôts et taxes	185	713
Dotations aux amortissements	1 601	76
Reprise provision	-13	-174
	<u>6 737</u>	<u>6 224</u>
Honoraires CAC (Contrôle légal)	128	118

3.3 Résultat des opérations en capital.

(en millions d'euros)

	2017	2016
Plus Values de Cessions de titres Immobilisés	48,2	25,4
Reprises de dépréciations sur titres	40,6	22,0
Produits de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,0	0,0
Autres produits	0,3	0,4
Moins Values de Cessions de titres Immobilisés	-35,3	-16,4
Abandon de créances s/ participations	0,0	0,0
Dotations aux dépréciations sur titres	-9,3	-16,8
Valeurs nettes comptables des immobilisations incorporelles et corporelles	0,0	0,0
Autres charges	0,0	0,0
TOTAL	44,6	14,6

Les principales plus values sont liés à la cession de :
CPE FOF (21 M€), CPE (21,5 M€)

et aux distributions sur les fonds : Galileo III (0,8 M€), Caspian GP (0,6 M€), Avenir Entreprise (0,8 M€) Euromezzanine 5 (2,6 M€), Health for life capital (0,8 M€)

Les principales moins values concernent :

LWC (17,4 M€), Barbara (12,1 M€), BP Innovation 11 (1,4 M€), I-source 2 (1,4 M€), NPEN (1,2 M€), BP Proximité 2006 (0,7 M€), MPEF (0,6 M€)
Mali NPEI (0,2 M€), Endeavour (0,1 M€)

Les principales reprises de dépréciations sont :

LWC (16,1 M€), Barbara (12,1 M€), BP Innovation 11 (1,4 M€), I-source 2 (1,4 M€), Health for life Capital (1,1 M€), Kurma Biofund I (1,7 M€), DZ Technology (2,2 M€), BP Proximité 2006 (0,9 M€), NPEN (0,8 M€), Euro Capital (0,6 M€), MPEF (0,6 M€), CE Développement (0,2 M€)
Tsource (0,2 M€), Cap Décisif (0,2 M€), Euro PE Select Opportunities (0,2 M€)

Les principales dépréciations sont :

NPEI Lux (3,1 M€), LBO Croissance III (1 M€), Solocal (0,5 M€), Ventech 2 (0,5 M€), CITA (0,3 M€), Aventure (0,3 M€), CNDUE (0,3 M€)
Digital Opportunities (0,3 M€), Natexis Cape (0,3 M€), Private Equity US Opportunities III (0,2 M€), France Selection III (0,2 M€), Quadrivium (0,2 M€)
Ventech A (0,2 M€), Mali (0,4 M€), Emertec 2 (0,3 M€), Cap Decisif II (0,6 M€), FCDE II (0,1 M€), Mercosul (0,1 M€), Mercapital (0,1 M€)

3.4 Transferts de charges d'exploitation

Les refacturations de charges d'exploitation concernent des refacturations aux filiales du groupe Natixis, à savoir :

- Achats et autres charges externes : 3 059,9 K€
- Salaires et charges sociales : 0

3.5 Impôts sur les sociétés

(en milliers d'euros)

	Résultat avant impôt	Impôt sur les sociétés	Résultat net après impôt
Opérations en capital	44 618	(5 790)	38 828
Opérations en revenus	3 062		3 062
Résultat exceptionnel	2		2
TOTAL	47 682	(5 790)	41 892

4. ENTREPRISES LIEES

(en milliers d'euros)

Postes	Montant concernant les entreprises	
	liées	avec lesquelles la société à un lien de participation
Participations	223 277	279 980
Créances rattachées à des participations	0	
Créances clients et comptes rattachés	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	0
Dettes financières diverses	29 640	
Dettes sur immobilisations financières	71 143	3 013
Produits de participation	374	13 829
Autres produits financiers	0	
Charges financières	2 283	
Total	326 718	296 821

5. ENGAGEMENT HORS BILAN

(en milliers d'euros)

Engagements donnés

Garantie porteurs d'obligations Dahlia A Sicar 9 000

Engagements reçus

Caution de natixis pour le bail Générali / NPE 949

ETAT DES POSITIONS DE LA SOCIETE FACE AU RISQUE DE CHANGE

RISQUE DE CHANGE	MONNAIE		TOTAL
	USD	INR	
Actifs Financiers			
Passifs Financiers			
Hors Bilan			
Différentiel			
TOTAL	0	0	0

6. IDENTITE DE LA SOCIETE CONSOLIDANTE

Les comptes annuels de NATIXIS PRIVATE EQUITY font l'objet d'une consolidation par intégration globale dans les comptes Natixis au capital de 5 019 776 380,80 Euros dont le siège social est 30 avenue Pierre Mendès-France, 75013 Paris.

A l'issue d'une offre publique de rachat, suivie d'un retrait obligatoire, Natixis détient directement ou indirectement, depuis le 31 Janvier 2001, 100% de Natixis Private Equity.

7. EFFECTIF

	2017	2016
l'effectif moyen de la société en ETP	0	0

NATIXIS PRIVATE EQUITY

EXERCICE 2017

ANNEXES

ANNEXE

1 - NOTES SUR LES PRINCIPES COMPTABLES

1.1 - Présentation des comptes

Le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions de la législation française et aux pratiques comptables généralement admises en France.

En outre, la présentation du compte de résultat est inspirée de l'avis n° 64 de février 1987 du Conseil National de la Comptabilité (CNC) qui propose une structure de compte mieux adaptée à la nature de l'activité de la société.

Les principes comptables et règles d'évaluation sont inchangés par rapport à l'exercice précédent et conformes à ceux retenus dans les sociétés de portefeuille. Les intérêts courus non échus sur obligations convertibles ainsi que les dividendes déclarés sont pris en compte. Les actions, obligations convertibles et O.B.S.A immobilisées acquis dans le cadre des activités de portefeuille ont été regroupées sous la dénomination "Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (T.I.A.P)". Les règles d'évaluation et de présentation des plus values et moins values recommandées par le CNC ont été utilisées.

L'annexe est complétée par un tableau sur l'évaluation des T.I.A.P conforme au modèle annexé à l'avis du CNC.

Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Les chiffres figurant à la présente annexe sont, sauf mention contraire, indiqués en milliers d'euros (K€).

1.2 - Immobilisations incorporelles

Cette rubrique regroupe d'une part les logiciels acquis par la société et les frais engagés pour le dépôt de certaines des marques de la société

Les logiciels sont amortis sur 12 mois sauf CAPITAL VENTURE qui est amorti sur 4 ans.

1.3 - Immobilisations corporelles

Les différentes immobilisations sont comptabilisées au coût historique.

Installations et agencements	Linéaire	10 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 ans
Mobilier	Linéaire	5 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans

1.4 - Immobilisations financières

Les immobilisations financières comprennent les titres de participation, les participations dans les fonds professionnels de capital investissement rattachés aux participations et les créances également rattachées, ainsi que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (T.I.A.P) traités conformément à l'avis du Conseil National de la Comptabilité mentionné plus haut.

et également le mali de fusion technique constaté lors des transmission universelles de patrimoine (TUP) des entités suivantes :

- Financière 5/7,
- NPEI
- NPEO 2

Le mali de fusion est affecté aux différentes lignes en portefeuille au prorata de la plus-value latente constatée lors de la réalisation de l'opération.

Le mali de fusion fait l'objet de test annuel de dépréciation, basé sur l'évaluation de la fair market value de la ligne, et peut faire l'objet de sorties d'actif.

En 2017, ont été enregistrées une sortie d'actifs pour 203 K€.

Au 31 décembre 2016, les titres LWC n'étaient pas enregistrés au cout historique mais intégraient une variation de valeur liée aux effets devises pour -12M€ avec pour contrepartie un enregistrement d'un écart de conversion au passif à hauteur de 12M€. Cette erreur de présentation avait un impact sur le compte de résultat limité à la charge d'impôt, surestimée de 270K€ au 31 décembre 2016.

Les titres en question ont été cédés courant 2017.

Dépréciation

Le cas échéant, une dépréciation est constituée afin que la valeur au bilan n'excède pas la valeur estimative de chaque participation.

Valeur estimative

- La valeur estimative des titres de participation correspond à la valeur telle qu'elle résulte de l'utilité de ces titres pour le groupe.

- La valeur estimative des titres immobilisés de l'activité de portefeuille est évaluée conformément au guide d'Evaluation à l'usage du Capital Investissement, selon les normes de l'International Private Equity Valuation Guidelines - IPEV - actualisé en décembre 2012, en fonction de la nature de chacune des lignes de titres : si les titres sont admis à la cote officielle, la référence au cours de bourse est retenue pour autant que cette méthode soit représentative des valeurs estimatives des titres concernés ; pour les titres non cotés de sociétés qui ont fait l'objet de transactions récentes sur une partie du capital, la référence à ces transactions est généralement privilégiée ; dans les autres cas, la valeur estimative est définie soit par référence à un multiple du résultat le plus récent connu, en cohérence avec les critères retenus à l'occasion de l'acquisition des titres, soit par référence à l'actif net réévalué si le critère précédent n'est pas significatif ; enfin, pour les titres acquis récemment, et en l'absence d'autres critères, le prix de revient est retenu comme valeur estimative.

Les FPCI sont valorisés sur la base de leur valeur liquidative.

1.5 - Créances clients

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

1.6 - Titres de placement

Les titres de placement sont des emplois temporaires des liquidités excédentaires. Ils sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition. Une dépréciation est constituée lorsque la valeur liquidative de ces titres à la clôture de l'exercice est inférieure à la valeur comptable.

1.7 - Actifs et passifs exprimés en devises

Les autres dettes, créances, disponibilités en devises hors zone euro figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises hors zone euro à ce dernier cours est inscrite dans le poste « écart de conversion ». Les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour risques en totalité.

1.8 – Comptes de régularisation

Les charges constatées d'avance regroupent les dépenses concernant principalement la documentation, les contrats de maintenance.

1.9 - Provisions pour risques

Les provisions constituent des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain. Leur comptabilisation est subordonnée à l'existence d'une obligation actuelle résultant d'un événement passé dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources et dont le montant peut être estimé de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision correspond à la meilleure estimation de la sortie de ressources attendue pour éteindre l'obligation actuelle à la date de clôture. Ce montant est actualisé dès lors que l'effet de cette actualisation est significatif. Les provisions sont revues à chaque date de clôture et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date. Les provisions au passif autres que celles relatives aux engagements sociaux concernent principalement les provisions pour restructuration, pour litiges, amendes, pénalités et risques fiscaux.

1.10 - Structure du compte de résultat

Le compte de résultat présente trois niveaux :

- le résultat des opérations en capital constitué des plus ou moins-values de cession des immobilisations,
- le résultat des opérations en revenus, essentiellement composé des commissions et courtages, des revenus courants du portefeuille et des produits de trésorerie sur lesquels s'imputent les charges de même nature ainsi que les charges générales d'exploitation,
- le résultat net.

1.11 - Opérations en revenu ou en capital

Les opérations en revenu ou en capital, qui préalablement à la clôture d'une période comptable font l'objet de la part d'un tiers d'un engagement irrévocable au bénéfice de Natixis Private Equity assorti des conditions suspensives dont la réalisation est indépendante de ce tiers, sont rapportées à la période comptable au cours de laquelle l'engagement est né dès lors que les conditions suspensives sont levées à la date effective d'arrêté des comptes.

1.12 - Impôt sur les sociétés

Natixis Private Equity est intégrée fiscalement par NATIXIS.

L'impôt est calculé comme si la société était imposée séparément. Il est déterminé selon l'application du régime fiscal au taux de droit commun à 33.33%, et à 15% ou 0% pour les plus-values à long terme.

1.13 - Résultat exceptionnel

Les produits et charges exceptionnels sont déterminés en fonction du caractère significatif de leur montant, de leur degré d'anormalité par rapport à l'activité courante et de la faible probabilité de récurrence des événements concernés.

1.14 – Couverture de Change

Les engagements relatifs à ces instruments sont enregistrés au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats.

1.15 - Changements de méthodes comptables et comparabilité des comptes

Le règlement ANC n°2016-07 du 4 novembre 2016 modifie les dispositions du PCG relatives aux règles de comptabilisation des actifs immobilisés. Les modifications concernent notamment :

- Les dépenses d'entretien,
- Les critères de détermination des titres de participation,

Ces nouvelles modalités de comptabilisation n'ont eu aucun impact sur l'exercice 2017.

2 – NOTE DE CONJONCTURE SUR L'ANNEE 2017

Croissance mondiale

L'année 2017 marque un changement dans le paradigme de croissance de ces cinq dernières années : la croissance économique mondiale a dépassé celle de 2016 (3,6% en 2017), ainsi que sa tendance longue (3,3% en moyenne depuis 1974), malgré un début d'année en demi-teinte.

Le taux de croissance semblait difficilement pouvoir partir à la hausse en début d'année du fait de la remontée des taux et des cours pétroliers, des aléas politiques en Europe, de l'atonie du commerce mondial et de l'endettement chinois notamment. Toutefois, le rythme de croissance de l'économie mondiale n'a pas souffert autant qu'en 2016 de ces chocs à la fois exogène et endogène sur l'année.

La croissance française progresse par rapport à l'année précédente (1,9% en 2017 contre 1,2% en 2016) mais elle reste supérieure aux Etats-Unis (respectivement 3,2% et 3,1% au deuxième et troisième trimestres 2017) et en Allemagne (2,2% estimé en 2017). La Chine, quant à elle, résiste et contribue deux fois plus à la croissance mondiale que la zone euro et les Etats-Unis réunis.

L'augmentation prévue du taux d'inflation ne s'est pas produite. Malgré une hausse des prix à la consommation légèrement plus élevée qu'en 2016 due à la hausse des cours pétroliers, l'inflation de base est restée stable en zone euro et a diminué aux Etats-Unis.

Sources : Bilan de l'année économique et financière 2017 du Centre d'observation économique et de Recherche pour l'Expansion de l'économie et le Développement des Entreprises, Bureau of Economic Analysis.

Levées de fonds en Private Equity

2017 est la cinquième année d'affilée où plus de 300 milliards de dollars sont levés à travers le monde.

Si le nombre de véhicules levés est en baisse sur un an (921 contre 1.243 en 2016, soit -26%), les montants levés progressent (453 milliards de dollars contre 414 milliards de dollars en 2016, soit +9%). La taille moyenne des fonds levés continue donc à croître en 2016 et une tendance semble ainsi se dessiner vers une concentration accrue des capitaux en direction des firmes les plus établies.

Le « dry powder », les capitaux levés mais pas encore investis, a encore franchi un nouveau record : 978 milliards de dollars à fin 2017 (contre 838 milliards de dollars un an plus tôt), selon Preqin.

Sur le marché français, selon France Invest (ex-AFIC), les levées de ses membres ont totalisé 8,1 milliards d'euros au premier semestre 2017 (+30% par rapport au premier semestre 2016), confirmant le redémarrage amorcé depuis 2014.

France Invest relève une forte contribution des fonds de fonds (25% des capitaux levés au premier semestre 2016) et des compagnies d'assurance (18% des capitaux levés au premier semestre 2016).

Source : Preqin, France Invest

Activité de Buy-out

En Europe, en 2017, l'activité de Buy-out est restée stable par rapport aux trois années précédentes : 1.473 transactions ont été conclues (+4% par rapport à 2016), pour un montant agrégé de 98 milliards de dollars (montant identique à 2016).

Au premier semestre 2017, sur le marché français, France Invest relève une forte progression des montants investis par les sociétés de gestion françaises (+16% par rapport au premier semestre 2016). Cette hausse des volumes est notamment tirée par l'activité de capital-transmission qui atteint 4,2 milliards d'euros investis (+30% par rapport au premier semestre 2016).

Les plus grosses transactions concernent :

- La cession de Domus Vi à ICG par PAI Partners pour une valorisation de 2,3 milliards d'euros
- La cession de Sebia à CDPO, CVC Capital Partners et Tethys Invest par Astorg Partners et Montagu PE pour 2 milliards d'euros

L'activité M&A Mid-Market de la zone euro progresse de 8% en volume et de 7% en valeur au 3e trimestre 2017, tirée par le segment des transactions comprises entre 15 M€ et 150 M€.

Pour l'heure, l'impact du Brexit reste limité, le cycle haussier du M&A européen restant porté par des facteurs économiques et financiers attractifs : maintien des taux très bas, reprise progressive de la croissance, politique de croissance externe des entreprises.

Sources : Preqin, France Invest, CfNews, Argos Mid-Market Index

Valorisations

L'Indice Argos Mid-Market est en forte progression au 3e trimestre 2017 (+5,6%) à 9,5x l'EBITDA, et dépasse les niveaux observés en 2006 et 2016. Il est essentiellement porté par la forte hausse des multiples payés par les acquéreurs stratégiques à 10,6x l'EBITDA et, dans une moindre mesure, des multiples de valorisation payés par les fonds de capital-transmission qui se stabilisent (9,0x l'EBITDA).

Cette hausse des multiples d'acquisition s'inscrit dans un environnement financier et micro-économique favorable au marché des fusions-acquisitions :

- (i) des conditions financières toujours exceptionnelles (taux d'intérêt historiquement faibles) liées aux politiques actives des banques centrales ; et

- (ii) un environnement micro-économique porteur avec la recherche de croissance externe de la part des groupes industriels dans un contexte de croissance durablement faible, d'importants niveaux de trésorerie disponible / capacité d'investissement de la part des entreprises et des fonds de capital-investissement, et du besoin de consolidation de certains secteurs d'activité.

Source : Argos Mid-Market Index

3 – EVENEMENTS POST-CLOTURE

CAPEQ Natexis S.A., participation indirecte de NPE, a été condamnée le 19 janvier 2018 par la Chambre Arbitrale de Milan à verser des dommages intérêts pour un montant de 3,4 M€ (plus des intérêts à déterminer et des frais de procédure) à la société en liquidation AC Partners. Cette dernière s'est plainte d'avoir acheté en 2006 auprès des actionnaires de la société TREVISAN, parmi lesquels CAPEQ Natexis S.A., des titres TREVISAN à un prix ne correspondant pas à la vraie valeur de l'entreprise.

En conséquence, NPE a décidé d'inscrire dans ses comptes clos au 31 décembre 2017 une provision pour risque d'un montant de 1,5 M€ calculée en fonction de la quote-part de détention indirecte de NPE dans CAPEQ Natexis S.A.

NATIXIS PRIVATE EQUITY

Société Anonyme

5-7 rue de Monttessuy

75007 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

NATIXIS PRIVATE EQUITY

Société Anonyme

5-7 rue de Monttessuy
75007 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

Aux actionnaires de la société Natixis Private Equity,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons établi en date du 14 mars 2018, un rapport dit « de carence » dans lequel nous indiquons l'impossibilité de procéder à la vérification des comptes annuels et du rapport de gestion, ceux-ci n'ayant pas été mis à notre disposition dans les délais prévus par la loi.

Ces derniers nous ayant été communiqués dans leur version définitive en date du 16 mars 2018, nous sommes désormais en mesure de vous présenter notre rapport sur les comptes annuels.

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Natixis Private Equity relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Société anonyme au capital de 1 723 040 €
Société d'Expertise Comptable Inscrite au Tableau de l'Ordre du Conseil Régional de Paris Ile-de-France
Société de Commissaires aux Comptes, membre de la Compagnie régionale de Versailles
572 028 041 RCS Nanterre
TVA : FR 02 572 028 041

Une entité du réseau Deloitte

NATIXIS PRIVATE EQUITY

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Comme indiqué dans la note 1.4 de l'annexe, les titres sont évalués à leur valeur d'utilité en retenant une approche multicritère. Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nous avons examiné les éléments ayant conduit à la détermination des valeurs d'utilité pour les principales lignes de portefeuille.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration à l'Assemblée générale et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

NATIXIS PRIVATE EQUITY

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly-sur-Seine, le 22 mars 2018

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Charlotte Vandeputte

NATIXIS PRIVATE EQUITY

BILAN AU 31 DECEMBRE 2017 (EN EUROS)

A C T I F	31/12/2017	31/12/2016	P A S S I F	31/12/2017	31/12/2016
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 946	4 752			
Autres immobilisations incorporelles	876 222	873 822		504 114 548	487 939 140
Amortissements	(871 276)	(869 070)			
Immobilisations incorporelles en cours					
Dépréciations					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	94 718	138 766	CAPITAUX PROPRES		
Mobilier et matériel de bureau, informatique	1 696 281	1 692 064	Capital	404 850 650	404 850 650
Amortissements	(1 692 837)	(1 687 426)	Primes		
Matériel de transport	0	0	Réserves	57 244 042	57 244 042
Amortissements	0	0	Report à nouveau	127 520	21 911
Installations et agencements	8 551 786	8 531 091	Acomptes sur dividendes	0	0
Amortissements	(8 460 512)	(8 396 963)	Résultat de l'exercice	41 892 335,99	25 822 537
			Provisions réglementées	0	0
Avances et acomptes s/ fourn. Immobilisation					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES NETTES	792 136 092	900 139 180	PROVISIONS POUR RISQUES	1 974 108	3 481 848
Titres de participation	503 257 106	585 445 119	PROVISIONS POUR CHARGES	0	0
Dépréciations	(64 294 098)	(102 898 117)			
Fonds rattachés aux titres de participations consolidés	0	0			
Dépréciations	0	0			
Fonds rattachés aux titres de participations non consolidés	0	0			
Dépréciations	0	0			
Créances rattachées à des participations	7 817 353	15 088 449			
Dépréciations	(2 707 845)	(4 505 837)			
Créances rattachées à des participations	18 964 239	18 039 335			
Titres Immobilisés de l'Activité de Portefeuille	(11 047 888)	(11 284 318)			
Dépréciations	393 799 836	458 845 047			
Fonds et Créances rattachés aux T.I.A.P.	(53 659 952)	(58 599 979)			
Dépréciations	86 901	86 901			
Prêts	(86 901)	(86 901)			
Autres immobilisations financières	7 343	9 481	Autres emprunts obligataires	0	0
Dépréciations	0	0	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	180 000 000	180 000 000
			Dettes financières diverses	29 640 373	28 600 000
ACTIF CIRCULANT	141 380 600	78 761 726	Avances et acomptes reçus	0	0
Avances & Acomptes versés	1 920 345	1 873 242	Dettes sur immobilisations financières	213 543 254	258 088 921
Clients et optes rattachés			Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 208 762	8 470 515
Provisions pour dépréciation	3 342 375	3 405 493	Dettes fiscales et sociales	567 951	928 144
Créances sociales & fiscales	32 956 128	52 798 371	Autres dettes	70 016	430 016
Autres créances	0	-542 917			
Provisions pour dépréciation	0	0			
Valeurs mobilières de placement	103 161 752	21 227 537			
Disponibilités					
Charges constatées d'avance	2 502 696	1 265 491	Produits constatés d'avance	0	0
Ecarts de conversion actif	0	0	Ecarts de conversion Passif	0	12 371 332
TOTAL ACTIF	936 119 052	980 309 915	TOTAL PASSIF	936 119 052	980 309 915
Engagements donnés	9 000 000	29 000 000	Engagements reçus	0	0

	31/12/2017	31/12/2016
PRODUITS	89 155 684	47 788 649
Plus values de cession des immobilisations financieres	48 224 057	25 381 770,04
Reprises de dépréciations	40 622 504	21 979 040,78
Produits de cessions des immobilisations incorporelles & corporelles	0	0,00
Autres produits	309 123	427 838,03
CHARGES	(44 537 665)	(33 187 710)
Moins-values de cessions de titres immobilisés	(35 258 205)	(16 361 178)
Abandon de créances s/participations	0	0
Dotations aux dépréciations	(9 279 460)	(16 826 532)
Valeurs nettes comptables des immobilisations incorporelles & corporelles	0	0
Autres charges	0	0
RESULTAT DES OPERATIONS EN CAPITAL (avant IS)	44 618 019	14 600 939
COMMISSIONS ET COURTAGES	0	0
PRODUITS FINANCIERS	14 702 965	21 266 703
Produits des titres de participations	14 165 657	20 451 447
Produits sur créances rattachées aux titres de participations	12 745	0
Produits des T. I. A. P.	115 389	797 358
Produits sur créances rattachées aux T.I.A.P.	0	0
Produits de placements de trésorerie	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
Gain de change	172	0
Autres produits financiers	409 002	17 899
AUTRES PRODUITS	15 053	12 007
CHARGES D'EXPLOITATION	(6 737 204)	(6 224 204)
Achats et autres Charges extérieures	(5 788 182)	(6 622 988)
Refacturations de charges d'exploitation	3 059 861	3 168 726
Salaires et Charges sociales (1)	(2 235 387)	(2 154 925)
Refacturations de charges de Personnel	0	0
Impôts, taxes et versements assimilés	(185 292)	(712 786)
Dotations aux amortissements et aux provisions	(1 601 167)	(76 181)
Reprise de provisions	12 962	173 950
CHARGES FINANCIERES	(4 918 593)	(1 161 937)
Intérêts et charges assimilées	(2 295 909)	(1 011 844)
Différences négatives de change	(902 059)	(150 076)
Charge nette sur cessions des valeurs mobilières de placement	0	0
Dotations aux provisions pour dépréciation	0	0
Autres charges financières	(1 720 625)	(17)
AUTRES CHARGES	(5)	(64 946)
RESULTAT des OPERATIONS en REVENUS (avant IS)	3 062 215	13 827 624
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔT	47 680 234	28 428 563
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 726	(8 032)
IMPOT SUR LES SOCIETES	(5 789 624)	(2 597 994)
RESULTAT NET TOTAL	41 892 336	25 822 537

(1) Y compris le personnel détaché et intérimaire

2. NOTES SUR LE BILAN

2.1 Immobilisations financières

a) Mouvements comptables de l'exercice sur les titres de participation et autres éléments rattachés

En millions d'euros	Au 31/12/16	Effet TUP	Augmentation	Diminution	Au 31/12/17
Titres de participation	585,4	(19,2)	0,1	(63,1)	503,3
Fonds et créances rattachés aux titres de participation	15,1		0,1	(7,3)	7,8
TOTAL VALEURS BRUTES	600,5	-19,2	0,1	(70,4)	511,1
Dépréciations sur titres de participation	102,9	(14,2)	3,8	(28,2)	64,3
Dépréciations sur Fonds et créances rattachés aux titres de participation	4,5		0,3	(2,1)	2,7
Total Dépréciations	107,4	-14,2	4,1	(30,3)	67,0
TOTAL VALEURS NETTES	493,1	-5,0	-4,0	(40,0)	444,1

. Les principaux mouvements de l'exercice dans la rubrique "Titres de participation"

Augmentation :

BDR Invest (0,1M€),

Diminution :

Remboursement nominal NPEI Lux (12 M€),

Liquidation : NPEN (6,3 M€), Barbara (10 M€),

Cession : LWC (32,2 M€) ;

TUP : Nem Invest (19,2 M€)

Réduction capital : Euro Capital (2,5 M€)

. Les principaux mouvements de l'exercice dans la rubrique "Fonds et Créances rattachés aux titres de participation" concernent :

Augmentation : Mercosul (0,1 M€)

Diminution : Barbara (2,1 M€), Ventech (0,2 M€), Finatem (5M€)

. Les principaux mouvements de l'exercice dans la rubrique "Dépréciations sur titres de participations" concernent :

Dépréciations : NPEI Lux (3,1 M€), A-venture (0,3 M€), Cita (0,3 M€),

Reprises : CE Developpement (0,2 M€), Euro Capital (0,6 M€), NPEN (0,8 M€)

NPE India holdings (0,5 M€), Barbara (10 M€), LWC (16,1 M€)

TUP : Nem Invest (14,2 M€)

. Les principaux mouvements de l'exercice dans la rubrique "Dépréciations sur Fonds et créances rattachés aux titres de participations" concernent :

Dépréciation : Natixis Cape (0,2 M€), Mercosul (0,1 M€)

Reprise : Barbara C/C (2,1 M€),

b) Mouvements comptables de l'exercice sur les TIAP et autres éléments rattachés.

(en millions d'euros)					
En millions d'euros	Au 31/12/16	Effet TUP	Augmentation	Diminution	Au 31/12/17
TIAP	18,0		3,2	(2,3)	18,9
Fonds et créances rattachés aux TIAP	458,8		16,6	(81,8)	393,7
TOTAL VALEURS BRUTES	476,9	0,0	19,8	(84,1)	412,6
Dépréciations sur TIAP	11,3		0,6	(0,8)	11,0
Dépréciations sur les éléments rattachés aux TIAP	58,6		4,6	(9,5)	53,7
TOTAL DEPRECIATIONS	69,9	0,0	5,2	(10,4)	64,7
TOTAL VALEURS NETTES	407,0	0,0	14,6	(73,7)	347,9

Les augmentations des TIAP concernent les lignes suivantes :

Solocal (3,2 M€)

Les diminutions des TIAP concernent les cessions et les sorties de portefeuille suivantes :

Sophia Euro Lab (0,2 M€), Inserm Initiative (1 M€), Rhône Alpes Création (0,5 M€), MPEF (0,6 M€)

Les augmentations des Fonds rattachés aux TIAP concernent :

Euro PE Select Opportunities II (15 M€), Private Equity US Opportunités III (1,6 M€), Naxicap Investment Opportunities I (0,1 M€)

Les diminutions des Fonds rattachés aux TIAP concernent :

Retours de fonds : Emertec II (0,2 M€), CNPEF (1,2 M€), Eagle I (11,8 M€), Eagle II (3,1 M€), Ventech II (2,6 M€), Ventech F (0,3 M€), FIDEPPP (0,3 M€), Dahlia France (11,2 M€), LBO Croissance III (2,2 M€), Capital Régions 3 (5,2 M€), Private Equity US Opportunities II (1,4 M€), FCDE II (0,5 M€), Endeavour (0,1 M€), Euro PE Select Opportunities Sicav (0,3 M€), Euro PE Select Opportunities FPCI (0,4 M€), Tsource (0,1 M€), LBO Europa (0,1 M€)
Liquidation : I-Source 2 (1,4 M€), BP Innovation 11 (5 M€), BP Proximité 2006 (1,4 M€), BP Proximité Sud Ouest 2006 (0,2 M€)
Cession : CPE FOF (6 M€), CPE (0,2 M€)
Réduction de capital IFE III (- 2,6 M€)
Réduction d'engagement : Dahlia France (-13,7 M€), Eagle I (-0,6 M€), Eagle II (-1,3 M€), CPE FOF (-8,3 M€)

Les dépréciations sur TIAP concernent :

Solocal (0,5 M€), Mercapital (0,1 M€)

Les reprises de dépréciations sur TIAP concernent :

MPEF (0,6 M€), Cap Décisif (0,2 M€)

Les augmentations des dépréciations sur Fonds rattachés aux TIAP concernent :

CNDUE (0,3 M€), Private Equity US Opp III (0,2 M€), Ventech II (0,5 M€), Quadrivium (0,2 M€), Ventech I (0,2 M€), Cap Décisif 2 (0,6 M€), Digital Opportunities (0,3 M€), Emertec (0,3 M€), FCDE II (0,1 M€), BIOAM (0,1 M€), France Selection III (0,2 M€), LBO Croissance III (1 M€), Mali NPEI (0,4 M€)

Les reprises de dépréciations sur Fonds rattachés aux TIAP concernent :

BP Proximité 2006 (0,9 M€), BP Innovation 11 (1,5 M€), Euro PE Select opportunities (0,2 M€), Health for life (1,1 M€), Tsource (0,2 M€), Kurma Biofund (1,7 M€), Isource 2 (1,4 M€), DZ Technology (2,2 M€), Mali NPEI (0,3 M€)

c) Valeur estimative des titres de participation et éléments rattachés.

(en millions d'euros)			
	Valeur brute au 31/12/17	Valeur nette au 31/12/17	Valeur estimative au 31/12/17
Total Titres de participation	503,3	439,0	520,1
Fonds rattachés	0,0	0,0	0,0
Créances rattachés à des participations	7,8	5,1	5,1
Total	511,1	444,1	525,2

d) Valeur estimative du portefeuille TIAP et éléments rattachés - Décomposition par méthodes

(en millions d'euros)

Décomposition par méthodes	A l'ouverture			A la Clôture		
	Valeur brute comptable	Valeur nette comptable	Valeur estimative	Valeur brute comptable	Valeur nette comptable	Valeur estimative
Autres méthodes	476,4	407,0	473,6	409,2	345,433	423,9
Actif net réévalué	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cours de bourse	0,4	0,0	0,0	3,6	2,6	2,6
Prix de revient	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Valeur de rendement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	476,9	407,0	473,6	412,764	348,056	426,5

e) Echancier des créances sur titres

(en millions d'euros)

	Total	plus		
		moins d'1 an	d'1 an et moins de 5 ans	plus de 5 ans
Créances rattachées aux TP	7,8	0,2	7,6	-
Créances rattachées aux TIAP	2,5	-	2,5	-
TOTAL	10,3	0,2	10,1	0,0

Les créances rattachées aux TP font l'objet d'une dépréciation quand la valeur des titres est déjà dépréciée à 100%

f) Autres immobilisations financières

(en milliers d'euros)

	2016	2017
. Prêts à plus d'un an	87	87
. Prêts à moins d'un an	0	0
. Dépôts et cautionnements	9	7
. Titres d'une société en participation	0	0
TOTAL	96	94

g) Mouvements comptables de l'exercice sur les immobilisations incorporelles et corporelles

(en millions d'euros)

	Au 31/12/16	Augmentation	Diminution	Au 31/12/17
Immobilisations incorporelles	0,9	0,0		0,9
Immobilisations corporelles	10,2	0,0		10,2
TOTAL VALEURS BRUTES	11,1	0,0	0,0	11,1
Amort.immobilisations incorporelles	0,9	0,0		0,9
Amort.immobilisations corporelles	10,1	0,1		10,2
Total Amortissements	11,0	0,1	0,0	11,0
TOTAL VALEURS NETTES	0,1	(0,0)	0,0	0,1

2.2. Actif circulant

a) Créances diverses

(en milliers d'euros)

	2016	2017
. Clients et comptes rattachés	1 873	1 920
. Créances sur l'Etat	3 405	3 342
. Divers	52 255	32 956
TOTAL	57 534	38 219

b) Echéancier des créances diverses

(en milliers d'euros)

	moins d'1 an	plus d'1 an et moins de 5 ans	plus de 5 ans	Total
. Clients et comptes rattachés	1 920	-	-	1 920
. Créances sur l'Etat	3 342	-	-	3 342
. Divers	32 956		-	32 956
TOTAL	38 219	0	0	38 219

c) Valeurs mobilières de placement

(en milliers d'euros)

	Au 31/12/2016 VCN	VL	Au 31/12/2017 VCN	VL
Sicav de trésorerie, VMP et autres placements	0	0	0	0

VCN : Valeur comptable nette

VL : Valeur liquidative

2.3 Variation des Capitaux propres et des provisions pour risques et charges

a) Capitaux propres

	(en milliers d'euros)			
	Capital	Primes Réserves Prov.réglémentées	Résultat de l'exercice et report à nouveau	Total
Situation au 31/12/16 après répartition	404 851	57 244	128	462 222
Résultat de l'exercice 2017			41 892	41 892
Augmentation/Réduction de capital				0
Proposition d'affectation aux réserves			0	0
Proposition de dividendes			(42 013)	(42 013)
Prime de fusion				0
Situation au 31/12/17 après répartition	404 851	57 244	7	462 102

Le nominal de l'action est de 15,90 euros et le nombre d'actions est 25 462 305 titres.

b) Provisions pour risques et charges

	(en millions d'euros)			
	Au 31/12/16	Augmentation	Diminution	Au 31/12/17
Provisions pour risques	3,5	1,5	(3,0)	2,0
Provisions pour charges	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL VALEURS BRUTES	3,5	1,5	(3,0)	2,0

l'augmentation de la provision pour risques est lié au litige CAPEQ, filiale à 44% de Natixis Cape, elle-même filiale à 100% de NPE.

2.4. Dettes

a) Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit et dettes financières diverses

	(en milliers d'euros)			
	2016	2017		
	Total	Dettes à moins d'un an	Dettes à plus d'un an	Total
Emprunts en devises	0	0	-	0
Emprunts et dettes auprès des établissements c	180 000	0	180 000	180 000
Dettes financières diverses	28 600	29 640	0	29 640
TOTAL	208 600	29 640	180 000	209 640

Sur l'année 2017, NPE n'a pas eu recours à une ligne de crédit

b) Dettes sur immobilisations et comptes rattachés

(en millions d'euros)

Versements à effectuer sur Titres non libérés, Dettes sur Titres	
Valeur au bilan au 31/12/16	258,1
Nouveaux engagements	15,1
Engagements cédés et ajustements engagements	(22,5)
Versements effectués	(37,2)
Valeur au bilan au 31/12/17	213,5

Les nouveaux engagements concernent :

Euro PE Select Opportunities II (15 M€), Naxicap Investment Opportunités I (0,1 M€)

Les engagements cédés et les ajustements d'engagements concernent essentiellement :

CPE (-8,3 M€), Dahlia France (-13,7 M€), Private Equity US Opportunities II (-0,1 M€), Eagle I (-0,6 M€), Eagle II (-1,3 M€), Private Equity US Opportunities III (1,6 M€)

Les versements effectués comprennent essentiellement les appels de fonds suivants :

NIO I (14,7 M€), CE Développement (4,5 M€), Health for life capital (5,1 M€), Ventech F (2,3 M€), Euro PE Select Opportunities (2,5 M€) Quadrivium (1 M€), Private Equity US Opportunities III (1,2 M€), France Selection III (1,1 M€), Digital Opportunities Fund (0,9 M€) FCDE II (0,8 M€), IFE III (0,7 M€), Capital Régions III (0,7 M€), Kurma Biofund I (0,5 M€), Eagle I (0,5 M€), FIDEPPP (0,4 M€), CPE FOF (0,2 M€), PE US opportunities II (0,1 M€),

c) Détail des titres non libérés

(en millions d'euros)

Dahlia Sicar A	71,14
FIDEPPP 2	31,06
Euro PE Select Opportunities II	15,00
CNDUE	13,38
France Selection III	12,90
Digital opportunities Fund	12,54
Health For Life Capital	12,33
Eagle II	9,64
FPCI Quadrivium	5,53
DAHLIA France	4,49
NPE Eagle Asia fund	3,84
Private Equity US Opportunities III	3,19
FCDE II	3,10
Euro PE Select Opportunities	3,06
CE DEVELOPPEMENT	3,01
SICAR IFE III	2,16
Naxicap Investment Opportunités	1,87
FPCI Ventech	1,51
FPCI Capital Régions III	1,51
FPCI LBO Croissance III	1,15
Private Equity US Opportunities II	0,37
CNPEF	0,26
FPCI BANEXI	0,15
FPCI CAP DECISIF II	0,10
CAPE REGIONE SICILIANA	0,07
Ouest Croissance	0,06
FPCI Euromezzanine	0,02
CNP CPE	0,02
GALILEO III	0,02
FPCI ABP PE	0,02

213,5

Les dettes correspondent à des engagements non appelés sur fonds et titres dont les dates d'appels ne sont pas connues à l'avance.

d) Ecart de conversion

(en milliers d'euros)

	2017	2016
Ecart de conversion Actif	-	-
Ecart de conversion Passif	0	12 371
TOTAL	0	12 371

e) Détail des charges et produits constatés d'avance

(en milliers d'euros)

Charges Constatées d'avance d'exploitation	2 503
Produits Constatés d'avance d'exploitation	0

3. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

3.1 Produits financiers - Charges financières

a) Produits du portefeuille

(en milliers d'euros)

	2017	2016
Produits sur titres de participations	14 166	20 451
Produits sur créances rattachées aux titres de participations	13	0
Produits des TIAP	115	797
Produits sur créances rattachées aux TIAP	0	0
Produits de placements de trésorerie	0	0
	14 294	21 249

Les dividendes perçus des filiales sont classés dans les produits sur titres de participations et représentent 14,1 millions d'euros, dont Euro Capital 0,1 M€, Cita 0,5 M€, BP Développement 13,1 M€, BDR Invest 0,4 M€

b) Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement

(en milliers d'euros)

	2017	2016
Produits nets sur cessions de VMP	0	0

c) Autres Produits financiers

(en milliers d'euros)

	2 017	2 016
Gains de change	0	0
Intérêts et produits assimilés	0	9
Reprise de dépréciations sur créances d'intérêt		
Divers	409	9
	409	18

d) Autres charges financières

(en milliers d'euros)

	2 017	2 016
Intérêts et charges assimilées	2 296	1 012
Pertes de change	902	150
Dotations aux dépréciations	0	0
Autres charges financières	1 721	0
	<u>4 919</u>	<u>1 162</u>
Résultat aut.produits et charges financiers	<u>(4 509)</u>	<u>(1 144)</u>

3. 2 Charges d'exploitation

(en milliers d'euros)

	2 017	2 016
Achats et autres charges extérieures	2 728	3 454
Salaires et charges sociales	2 235	2 155
Impôts et taxes	185	713
Dotations aux amortissements	1 601	76
Reprise provision	-13	-174
	<u>6 737</u>	<u>6 224</u>
Honoraires CAC (Contrôle légal)	128	118

3.3 Résultat des opérations en capital.

(en millions d'euros)

	2017	2016
Plus Values de Cessions de titres Immobilisés	48,2	25,4
Reprises de dépréciations sur titres	40,6	22,0
Produits de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,0	0,0
Autres produits	0,3	0,4
Moins Values de Cessions de titres Immobilisés	-35,3	-16,4
Abandon de créances s/ participations	0,0	0,0
Dotations aux dépréciations sur titres	-9,3	-16,8
Valeurs nettes comptables des immobilisations incorporelles et corporelles	0,0	0,0
Autres charges	0,0	0,0
TOTAL	44,6	14,6

Les principales plus values sont liés à la cession de :
CPE FOF (21 M€), CPE (21,5 M€)

et aux distributions sur les fonds : Galileo III (0,8 M€), Caspian GP (0,6 M€), Avenir Entreprise (0,8 M€) Euromezzanine 5 (2,6 M€), Health for life capital (0,8 M€)

Les principales moins values concernent :

LWC (17,4 M€), Barbara (12,1 M€), BP Innovation 11 (1,4 M€), I-source 2 (1,4 M€), NPEN (1,2 M€), BP Proximité 2006 (0,7 M€), MPEF (0,6 M€)
Mali NPEI (0,2 M€), Endeavour (0,1 M€)

Les principales reprises de dépréciations sont :

LWC (16,1 M€), Barbara (12,1 M€), BP Innovation 11 (1,4 M€), I-source 2 (1,4 M€), Health for life Capital (1,1 M€), Kurma Biofund I (1,7 M€), DZ Technology (2,2 M€), BP Proximité 2006 (0,9 M€), NPEN (0,8 M€), Euro Capital (0,6 M€), MPEF (0,6 M€), CE Développement (0,2 M€)
Tsource (0,2 M€), Cap Décisif (0,2 M€), Euro PE Select Opportunities (0,2 M€)

Les principales dépréciations sont :

NPEI Lux (3,1 M€), LBO Croissance III (1 M€), Solocal (0,5 M€), Ventech 2 (0,5 M€), CITA (0,3 M€), Aventure (0,3 M€), CNDUE (0,3 M€)
Digital Opportunities (0,3 M€), Natexis Cape (0,3 M€), Private Equity US Opportunities III (0,2 M€), France Selection III (0,2 M€), Quadrivium (0,2 M€)
Ventech A (0,2 M€), Mali (0,4 M€), Emertec 2 (0,3 M€), Cap Decisif II (0,6 M€), FCDE II (0,1 M€), Mercosul (0,1 M€), Mercapital (0,1 M€)

3.4 Transferts de charges d'exploitation

Les refacturations de charges d'exploitation concernent des refacturations aux filiales du groupe Natixis, à savoir :

- Achats et autres charges externes : 3 059,9 K€
- Salaires et charges sociales : 0

3.5 Impôts sur les sociétés

(en milliers d'euros)

	Résultat avant impôt	Impôt sur les sociétés	Résultat net après impôt
Opérations en capital	44 618	(5 790)	38 828
Opérations en revenus	3 062		3 062
Résultat exceptionnel	2		2
TOTAL	47 682	(5 790)	41 892

4. ENTREPRISES LIEES

(en milliers d'euros)

Postes	Montant concernant les entreprises	
	liées	avec lesquelles la société à un lien de participation
Participations	223 277	279 980
Créances rattachées à des participations	0	
Créances clients et comptes rattachés	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	0
Dettes financières diverses	29 640	
Dettes sur immobilisations financières	71 143	3 013
Produits de participation	374	13 829
Autres produits financiers	0	
Charges financières	2 283	
Total	326 718	296 821

5. ENGAGEMENT HORS BILAN

(en milliers d'euros)

Engagements donnés

Garantie porteurs d'obligations Dahlia A Sicar 9 000

Engagements reçus

Caution de natixis pour le bail Générali / NPE 949

ETAT DES POSITIONS DE LA SOCIETE FACE AU RISQUE DE CHANGE

RISQUE DE CHANGE	MONNAIE		TOTAL
	USD	INR	
Actifs Financiers			
Passifs Financiers			
Hors Bilan			
Différentiel			
TOTAL	0	0	0

6. IDENTITE DE LA SOCIETE CONSOLIDANTE

Les comptes annuels de NATIXIS PRIVATE EQUITY font l'objet d'une consolidation par intégration globale dans les comptes Natixis au capital de 5 019 776 380,80 Euros dont le siège social est 30 avenue Pierre Mendès-France, 75013 Paris.

A l'issue d'une offre publique de rachat, suivie d'un retrait obligatoire, Natixis détient directement ou indirectement, depuis le 31 Janvier 2001, 100% de Natixis Private Equity.

7. EFFECTIF

	2017	2016
l'effectif moyen de la société en ETP	0	0

NATIXIS PRIVATE EQUITY

EXERCICE 2017

ANNEXES

ANNEXE

1 - NOTES SUR LES PRINCIPES COMPTABLES

1.1 - Présentation des comptes

Le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions de la législation française et aux pratiques comptables généralement admises en France.

En outre, la présentation du compte de résultat est inspirée de l'avis n° 64 de février 1987 du Conseil National de la Comptabilité (CNC) qui propose une structure de compte mieux adaptée à la nature de l'activité de la société.

Les principes comptables et règles d'évaluation sont inchangés par rapport à l'exercice précédent et conformes à ceux retenus dans les sociétés de portefeuille. Les intérêts courus non échus sur obligations convertibles ainsi que les dividendes déclarés sont pris en compte. Les actions, obligations convertibles et O.B.S.A immobilisées acquis dans le cadre des activités de portefeuille ont été regroupées sous la dénomination "Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (T.I.A.P)". Les règles d'évaluation et de présentation des plus values et moins values recommandées par le CNC ont été utilisées.

L'annexe est complétée par un tableau sur l'évaluation des T.I.A.P conforme au modèle annexé à l'avis du CNC.

Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Les chiffres figurant à la présente annexe sont, sauf mention contraire, indiqués en milliers d'euros (K€).

1.2 - Immobilisations incorporelles

Cette rubrique regroupe d'une part les logiciels acquis par la société et les frais engagés pour le dépôt de certaines des marques de la société

Les logiciels sont amortis sur 12 mois sauf CAPITAL VENTURE qui est amorti sur 4 ans.

1.3 - Immobilisations corporelles

Les différentes immobilisations sont comptabilisées au coût historique.

Installations et agencements	Linéaire	10 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 ans
Mobilier	Linéaire	5 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans

1.4 - Immobilisations financières

Les immobilisations financières comprennent les titres de participation, les participations dans les fonds professionnels de capital investissement rattachés aux participations et les créances également rattachées, ainsi que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (T.I.A.P) traités conformément à l'avis du Conseil National de la Comptabilité mentionné plus haut.

et également le mali de fusion technique constaté lors des transmission universelles de patrimoine (TUP) des entités suivantes :

- Financière 5/7,
- NPEI
- NPEO 2

Le mali de fusion est affecté aux différentes lignes en portefeuille au prorata de la plus-value latente constatée lors de la réalisation de l'opération.

Le mali de fusion fait l'objet de test annuel de dépréciation, basé sur l'évaluation de la fair market value de la ligne, et peut faire l'objet de sorties d'actif.

En 2017, ont été enregistrées une sortie d'actifs pour 203 K€.

Au 31 décembre 2016, les titres LWC n'étaient pas enregistrés au cout historique mais intégraient une variation de valeur liée aux effets devises pour -12M€ avec pour contrepartie un enregistrement d'un écart de conversion au passif à hauteur de 12M€. Cette erreur de présentation avait un impact sur le compte de résultat limité à la charge d'impôt, surestimée de 270K€ au 31 décembre 2016.

Les titres en question ont été cédés courant 2017.

Dépréciation

Le cas échéant, une dépréciation est constituée afin que la valeur au bilan n'excède pas la valeur estimative de chaque participation.

Valeur estimative

- La valeur estimative des titres de participation correspond à la valeur telle qu'elle résulte de l'utilité de ces titres pour le groupe.
- La valeur estimative des titres immobilisés de l'activité de portefeuille est évaluée conformément au guide d'Evaluation à l'usage du Capital Investissement, selon les normes de l'International Private Equity Valuation Guidelines - IPEV - actualisé en décembre 2012, en fonction de la nature de chacune des lignes de titres : si les titres sont admis à la cote officielle, la référence au cours de bourse est retenue pour autant que cette méthode soit représentative des valeurs estimatives des titres concernés ; pour les titres non cotés de sociétés qui ont fait l'objet de transactions récentes sur une partie du capital, la référence à ces transactions est généralement privilégiée ; dans les autres cas, la valeur estimative est définie soit par référence à un multiple du résultat le plus récent connu, en cohérence avec les critères retenus à l'occasion de l'acquisition des titres, soit par référence à l'actif net réévalué si le critère précédent n'est pas significatif ; enfin, pour les titres acquis récemment, et en l'absence d'autres critères, le prix de revient est retenu comme valeur estimative.

Les FPCI sont valorisés sur la base de leur valeur liquidative.

1.5 - Créances clients

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

1.6 - Titres de placement

Les titres de placement sont des emplois temporaires des liquidités excédentaires. Ils sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition. Une dépréciation est constituée lorsque la valeur liquidative de ces titres à la clôture de l'exercice est inférieure à la valeur comptable.

1.7 - Actifs et passifs exprimés en devises

Les autres dettes, créances, disponibilités en devises hors zone euro figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises hors zone euro à ce dernier cours est inscrite dans le poste « écart de conversion ». Les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour risques en totalité.

1.8 – Comptes de régularisation

Les charges constatées d'avance regroupent les dépenses concernant principalement la documentation, les contrats de maintenance.

1.9 - Provisions pour risques

Les provisions constituent des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain. Leur comptabilisation est subordonnée à l'existence d'une obligation actuelle résultant d'un événement passé dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources et dont le montant peut être estimé de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision correspond à la meilleure estimation de la sortie de ressources attendue pour éteindre l'obligation actuelle à la date de clôture. Ce montant est actualisé dès lors que l'effet de cette actualisation est significatif. Les provisions sont revues à chaque date de clôture et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date. Les provisions au passif autres que celles relatives aux engagements sociaux concernent principalement les provisions pour restructuration, pour litiges, amendes, pénalités et risques fiscaux.

1.10 - Structure du compte de résultat

Le compte de résultat présente trois niveaux :

- le résultat des opérations en capital constitué des plus ou moins-values de cession des immobilisations,
- le résultat des opérations en revenus, essentiellement composé des commissions et courtages, des revenus courants du portefeuille et des produits de trésorerie sur lesquels s'imputent les charges de même nature ainsi que les charges générales d'exploitation,
- le résultat net.

1.11 - Opérations en revenu ou en capital

Les opérations en revenu ou en capital, qui préalablement à la clôture d'une période comptable font l'objet de la part d'un tiers d'un engagement irrévocable au bénéfice de Natixis Private Equity assorti des conditions suspensives dont la réalisation est indépendante de ce tiers, sont rapportées à la période comptable au cours de laquelle l'engagement est né dès lors que les conditions suspensives sont levées à la date effective d'arrêté des comptes.

1.12 - Impôt sur les sociétés

Natixis Private Equity est intégrée fiscalement par NATIXIS.

L'impôt est calculé comme si la société était imposée séparément. Il est déterminé selon l'application du régime fiscal au taux de droit commun à 33.33%, et à 15% ou 0% pour les plus-values à long terme.

1.13 - Résultat exceptionnel

Les produits et charges exceptionnels sont déterminés en fonction du caractère significatif de leur montant, de leur degré d'anormalité par rapport à l'activité courante et de la faible probabilité de récurrence des événements concernés.

1.14 – Couverture de Change

Les engagements relatifs à ces instruments sont enregistrés au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats.

1.15 - Changements de méthodes comptables et comparabilité des comptes

Le règlement ANC n°2016-07 du 4 novembre 2016 modifie les dispositions du PCG relatives aux règles de comptabilisation des actifs immobilisés. Les modifications concernent notamment :

- Les dépenses d'entretien,
- Les critères de détermination des titres de participation,

Ces nouvelles modalités de comptabilisation n'ont eu aucun impact sur l'exercice 2017.

2 – NOTE DE CONJONCTURE SUR L'ANNEE 2017

Croissance mondiale

L'année 2017 marque un changement dans le paradigme de croissance de ces cinq dernières années : la croissance économique mondiale a dépassé celle de 2016 (3,6% en 2017), ainsi que sa tendance longue (3,3% en moyenne depuis 1974), malgré un début d'année en demi-teinte.

Le taux de croissance semblait difficilement pouvoir partir à la hausse en début d'année du fait de la remontée des taux et des cours pétroliers, des aléas politiques en Europe, de l'atonie du commerce mondial et de l'endettement chinois notamment. Toutefois, le rythme de croissance de l'économie mondiale n'a pas souffert autant qu'en 2016 de ces chocs à la fois exogène et endogène sur l'année.

La croissance française progresse par rapport à l'année précédente (1,9% en 2017 contre 1,2% en 2016) mais elle reste supérieure aux Etats-Unis (respectivement 3,2% et 3,1% au deuxième et troisième trimestres 2017) et en Allemagne (2,2% estimé en 2017). La Chine, quant à elle, résiste et contribue deux fois plus à la croissance mondiale que la zone euro et les Etats-Unis réunis.

L'augmentation prévue du taux d'inflation ne s'est pas produite. Malgré une hausse des prix à la consommation légèrement plus élevée qu'en 2016 due à la hausse des cours pétroliers, l'inflation de base est restée stable en zone euro et a diminué aux Etats-Unis.

Sources : Bilan de l'année économique et financière 2017 du Centre d'observation économique et de Recherche pour l'Expansion de l'économie et le Développement des Entreprises, Bureau of Economic Analysis.

Levées de fonds en Private Equity

2017 est la cinquième année d'affilée où plus de 300 milliards de dollars sont levés à travers le monde.

Si le nombre de véhicules levés est en baisse sur un an (921 contre 1.243 en 2016, soit -26%), les montants levés progressent (453 milliards de dollars contre 414 milliards de dollars en 2016, soit +9%). La taille moyenne des fonds levés continue donc à croître en 2016 et une tendance semble ainsi se dessiner vers une concentration accrue des capitaux en direction des firmes les plus établies.

Le « dry powder », les capitaux levés mais pas encore investis, a encore franchi un nouveau record : 978 milliards de dollars à fin 2017 (contre 838 milliards de dollars un an plus tôt), selon Preqin.

Sur le marché français, selon France Invest (ex-AFIC), les levées de ses membres ont totalisé 8,1 milliards d'euros au premier semestre 2017 (+30% par rapport au premier semestre 2016), confirmant le redémarrage amorcé depuis 2014.

France Invest relève une forte contribution des fonds de fonds (25% des capitaux levés au premier semestre 2016) et des compagnies d'assurance (18% des capitaux levés au premier semestre 2016).

Source : Preqin, France Invest

Activité de Buy-out

En Europe, en 2017, l'activité de Buy-out est restée stable par rapport aux trois années précédentes : 1.473 transactions ont été conclues (+4% par rapport à 2016), pour un montant agrégé de 98 milliards de dollars (montant identique à 2016).

Au premier semestre 2017, sur le marché français, France Invest relève une forte progression des montants investis par les sociétés de gestion françaises (+16% par rapport au premier semestre 2016). Cette hausse des volumes est notamment tirée par l'activité de capital-transmission qui atteint 4,2 milliards d'euros investis (+30% par rapport au premier semestre 2016).

Les plus grosses transactions concernent :

- La cession de Domus Vi à ICG par PAI Partners pour une valorisation de 2,3 milliards d'euros
- La cession de Sebia à CDPO, CVC Capital Partners et Tethys Invest par Astorg Partners et Montagu PE pour 2 milliards d'euros

L'activité M&A Mid-Market de la zone euro progresse de 8% en volume et de 7% en valeur au 3e trimestre 2017, tirée par le segment des transactions comprises entre 15 M€ et 150 M€.

Pour l'heure, l'impact du Brexit reste limité, le cycle haussier du M&A européen restant porté par des facteurs économiques et financiers attractifs : maintien des taux très bas, reprise progressive de la croissance, politique de croissance externe des entreprises.

Sources : Preqin, France Invest, CfNews, Argos Mid-Market Index

Valorisations

L'Indice Argos Mid-Market est en forte progression au 3e trimestre 2017 (+5,6%) à 9,5x l'EBITDA, et dépasse les niveaux observés en 2006 et 2016. Il est essentiellement porté par la forte hausse des multiples payés par les acquéreurs stratégiques à 10,6x l'EBITDA et, dans une moindre mesure, des multiples de valorisation payés par les fonds de capital-transmission qui se stabilisent (9,0x l'EBITDA).

Cette hausse des multiples d'acquisition s'inscrit dans un environnement financier et micro-économique favorable au marché des fusions-acquisitions :

- (i) des conditions financières toujours exceptionnelles (taux d'intérêt historiquement faibles) liées aux politiques actives des banques centrales ; et

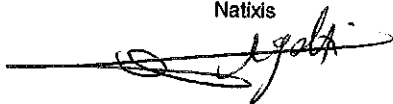
- (ii) un environnement micro-économique porteur avec la recherche de croissance externe de la part des groupes industriels dans un contexte de croissance durablement faible, d'importants niveaux de trésorerie disponible / capacité d'investissement de la part des entreprises et des fonds de capital-investissement, et du besoin de consolidation de certains secteurs d'activité.

Source : Argos Mid-Market Index

3 – EVENEMENTS POST-CLOTURE

CAPEQ Natexis S.A., participation indirecte de NPE, a été condamnée le 19 janvier 2018 par la Chambre Arbitrale de Milan à verser des dommages intérêts pour un montant de 3,4 M€ (plus des intérêts à déterminer et des frais de procédure) à la société en liquidation AC Partners. Cette dernière s'est plainte d'avoir acheté en 2006 auprès des actionnaires de la société TREVISAN, parmi lesquels CAPEQ Natexis S.A., des titres TREVISAN à un prix ne correspondant pas à la vraie valeur de l'entreprise.

En conséquence, NPE a décidé d'inscrire dans ses comptes clos au 31 décembre 2017 une provision pour risque d'un montant de 1,5 M€ calculée en fonction de la quote-part de détention indirecte de NPE dans CAPEQ Natexis S.A.



Vanina Brugiotti

NATIXIS PRIVATE EQUITY

Société Anonyme

au capital de 404 850 649,50 euros

Siège social : 5/7, rue de Monttessuy – 75007 Paris
301 292 959 RCS Paris

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DES RESOLUTIONS DE L'ACTIONNAIRE UNIQUE
DU 28 MARS 2018**

L'an deux mille dix-huit, le vingt-huit mars à 10 heures, l'actionnaire unique de la société Natixis Private Equity (« NPE »), a été convoquée au siège social sur convocation du conseil d'administration et suivant courriel adressé le 9 mars 2018.

(...)

Première résolution : approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017

L'actionnaire unique, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017, approuve les comptes sociaux de l'exercice 2017, tels qu'ils lui sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports, faisant apparaître un bénéfice de 41 892 335,99 euros.

L'actionnaire unique prend acte que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal, visées à l'article 39-4 du Code général des impôts.

Cette résolution est adoptée.

Deuxième résolution : affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017

L'actionnaire unique, suivant la proposition du conseil d'administration, décide d'affecter le bénéfice distribuable de l'exercice clos le 31 décembre 2017, s'élevant à 42 019 855,93 euros, comprenant le résultat de l'exercice qui s'élève à 41 892 335,99 euros, de la manière suivante :

Une distribution de dividendes de 42 012 803,25 euros et le solde au compte Report à nouveau soit 7 052,68 euros.

Il est proposé de verser un dividende net par action de 1,65 euro affecté.
Ce dividende sera mis en paiement le 29 mars 2018.

L'actionnaire unique prend acte que les sommes distribuées à titre de dividendes, au titre des trois exercices précédents, ont été les suivantes :

Exercice	Nombre d'actions	Dividende net par action*	Montant global du dividende distribué
2014	25 462 305	0,00 €	0 €
2015	25 462 305	0,90 €	22 916 074,50 €
2016	25 462 305	1,01 €	25 716 928,05 €

(*) Les dividendes sont éligibles à l'abattement en application des dispositions de l'article 158-3 2° du code général des impôts.

(...)

Quatrième résolution : Distribution exceptionnelle de 16 550 498,25 euros par prélèvement sur le poste « Réserve légale »

L'actionnaire unique, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration :

- prend acte du montant des postes de capitaux propres disponibles de la Société après approbation des comptes de l'exercice 2017 et affectation du résultat de cet exercice conformément aux première et deuxième résolutions qui précèdent ;
- constate que le montant global du poste « Réserve légale » s'élève à 57 244 042,23 euros ;
- décide de procéder à la distribution au bénéfice de tous les actionnaires, au prorata de leur participation dans le capital de la Société, d'une somme globale en numéraire de 16 550 498,25 euros attribuée aux 25 462 305 actions composant le capital social de la Société par prélèvement de la somme de 16 550 498,25 euros sur le poste « Réserve légale » pour la part excédant 10 % du capital social ;
- décide que la distribution en numéraire sera mise en paiement le 29 mars 2018.

Cette résolution est adoptée.

(...)

Sixième résolution : pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

L'actionnaire unique, donne tous pouvoirs:

- à la société Petites Affiches, 2 rue Montesquieu 75001 PARIS (562 090 290 RCS PARIS) ;
- ou à la société Journal Spécial des Sociétés, 8 rue Saint Augustin 75002 PARIS (552 074 627 RCS PARIS),

à l'effet d'accomplir toute formalité de publicité ou de dépôt partout où besoin sera et notamment pour effectuer toutes modifications ou inscriptions au Registre du commerce et des Sociétés et signer toute formule à cet effet, en ce y compris par voie dématérialisée avec signature électronique.

Cette résolution est adoptée.
